Même confiné·es, organisé·es et syndiqué·es nous sommes plus fort·es !

Le 1er mai, *Journée Internationale des Droits des Travailleurs et des Travailleuses,* c'est le jour où les travailleurs et les travailleuses du monde entier se lèvent contre l'oppression, au-delà des frontières.

C'est avant tout une histoire des luttes de la classe ouvrière pour sa libération. En 1884, aux États-Unis, une grève générale est organisée le 1er mai par les syndicats états-uniens pour la réduction du temps de travail et imposer la journée de 8 heures.

À Chicago, la grève dure. Le 3 mai, la manifestation est réprimée et trois grévistes meurent sous les balles de la police. Le lendemain une bombe est lancée – sûrement par des détectives privés infiltrés et payés par le patronat – et tue un policier. La police, le patronat et l'Etat vont chercher des coupables et cinq syndicalistes influants sont condamnés à mort et pendus. C'est suite à ces événements que le 1er mai est devenu un mot d'ordre et un symbole de l'oppression, et que quasiment partout dans le monde des manifestations sont organisées depuis plus de 134 ans.

Aujourd'hui les attaques du patronat et du gouvernement contre nos vies sont plus qu'actuelles.

Cette crise du COVID-19 c'est la crise de leur système !

Confiné·es ou non, nous n'oublions pas les attaques actuelles et passées du gouvernement et du patronat.

Le gouvernement a profité de l'urgence sanitaire pour attaquer le *Code du travail*, après avoir passé en force la loi sur les retraites.

La crise liée au COVID-19 a révélé les conséquences funestes des politiques capitalistes de profits : insuffisance de lits de réanimation, de personnels hospitaliers, de matériels, de médicaments et management pour le profit.

Les gouvernements attaquent le service public et l'hôpital public depuis des années, en diminuant leurs budgets et en réprimant leurs manifestations. Et maintenant le gouvernement voudrait nous faire croire qu'ils ne sont pas responsables de cette même crise ?

Leur logique de profit est une logique de mort.

Ces morts chez les salarié·es « en premières ligne » : les soignant·es, les salarié·es des commerces et de la livraison, agent·es de sécurité et agent·es de nettoyage, etc… Toutes ces morts encore plus évitables dans les secteurs non essentiels, nous ne les oublierons pas.

- Nous n'oublierons pas le sort des plus précaires.
- Nous n'oublierons pas celles qui tombent sous les coups de leur conjoint.
- Nous n'oublierons pas les violences policières dans les quartiers populaires.
- Nous n'oublierons pas ces migrant·es rejeté·es des côtes européennes.
- Nous n'oublierons pas les sans domicile fixe qui se confinent comme ils le peuvent dans la rue.
- Nous n'oublierons pas les délocalisations et les fermetures d'entreprises, de santé ou non (Production

d'oxygène médical Luxfer, de masques médicaux Honywell).

- Nous n'oublierons pas la destruction des écosystèmes qui favorise les pandémies.
- Nous n'oublierons pas les victimes des violences patronales.
- Nous n'oublierons pas que la sous-traitance est une stratégie d'isolement des salarié·es.
- Nous n'oublierons pas non plus que le gouvernement a profité de l'urgence sanitaire pour attaquer le *Code du Travail*.
- Nous n'oublierons pas que le gouvernement n'a qu'une obsession en tête, le maintien ou la reprise de l'activité au détriment de la santé des salarié·es et de leur famille.

L'état et le patronat sont responsables ! Leur crise, nos morts !

Opposons-leur une solidarité de classe concrète !

Nous n'avons pas renoncé ! De nombreux outils adaptés au confinement ont été mis en œuvre : numéro vert, permanence confinée, fiches, foire aux questions, formations…

Nous ne pouvons sortir de cette situation que par la solidarité concrète.

La sous-traitance dans le commerce, le nettoyage ou même l'informatique est une stratégie patronale d'isolement des salarié·es. C'est le rôle historique du syndicat de casser cet isolement. Il faut en finir avec cette sous-traitance qui fragilise encore plus les salarié·es, il faut un vrai service public géré par et pour les salarié·s !

Il faut soutenir les camarades qui sont isolé·es dans leur travail et dans leurs luttes et rejoindre les collègues syndiqué·es qui luttent pour améliorer leurs conditions de travail !

Il faut prendre conscience que le patronat et le gouvernement – à la botte du patronat – ne nous aiderons pas et ne vont pas, par exemple, réinvestir massivement dans les hôpitaux publics.

Nous étions aux cotés des soignant·es dans leurs luttes pour des urgences dignes et contre les fermetures de lits, avec les salarié·es du nettoyage pour des conditions de travail dignes et avec les camarades du commerce pour les soutenir dans leurs revendications. C'est ça la solidarité syndicale !

Notre syndicalisme lutte contre le racisme, les LGBTI-phobies et le sexisme d'où qu'ils viennent ! Il ne s'arrête pas aux portes de nos lieux de travail. Nous soutenons les réfugié·es et les luttes pour la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Nous travaillons au quotidien, dans nos boîtes et en dehors, pour l'égalité de toutes et tous contre le système patriarcal. Nous étions là et nous le serons toujours pour lutter contre les féminicides et la domination masculine, comme le 8 Mars lors de la Journée Internationale de Lutte Pour les Droits des Femmes, qui a été une journée de mobilisation massive.

Toutes les mesures antisociales prises avant et lors de l'état d'urgence sanitaire doivent être abrogées.

Cette crise a révélé qu'il n'y pas d'humanité dans le capitalisme. Nous construisons et continuerons de construire un autre système, solidaire, égalitaire.

Comme le 1er mai nous le rappelle, face à ce système notre arme est la solidarité, organisons la dès maintenant pour la justice sociale !

Vous pouvez télécharger le communiqué ICI